

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Conseil Municipal de la Ville de Dijon

Séance du 29 septembre 2008

**MAIRIE DE DIJON**

**Président** : M. REBSAMEN  
**Secrétaire** : M. BORDAT  
**Membres présents** : M. MILLOT - Mme POPARD - M. MAGLICA - M. DESEILLE - M. MASSON - Mme DILLENSEGER - M. MARTIN - Mme DURNERIN - M. GERVAIS - M. GRANDGUILLAUME - Mme METGE - M. DUPIRE - Mme REVEL-LEFEVRE - M. BERTELOOT - Mme AVENA - M. MEKHANTAR - Mme BIOT - Mme MARTIN - Mlle KOENDERS - Mme DURNET-ARCHERAY - Mme GARRET - Mme BLETTERY - M. MARCHAND - M. JULIEN - M. PIAN - Mme TROUWBORST - Mme LEMOUZY - M. DELVALEE - Mme ROY - Mme TRUCHOT-DESSOLLE - M. PRIBETICH - Mme HERVIEU - M. ALLAERT - Mme BERNARD - M. LOUIS - M. BERTHIER - M. BEKHTAOUI - Mlle MODDE - Mlle MASLOUHI - Mlle CHEVALIER - M. EL HASSOUNI - Mme JUBAN - Mme MILLE - Mme GAUTHIE - Mme CHATILLON - M. BROCHERIEUX - M. HELIE - M. DUGOURD - M. AYACHE - Mme VANDRIESSE - M. OUAZANA  
**Membres excusés** : Mme TENENBAUM (pouvoir M. REBSAMEN) - M. IZIMER (pouvoir Mlle MASLOUHI)  
**Membres absents** :

## **OBJET DE LA DELIBERATION**

### **Zone NA "Les abattoirs" - Intervention de l'Etablissement Public Foncier Local (EPFL) des Collectivités de Côte d'Or**

M. Pribetich, au nom des commissions de l'écologie urbaine, et des finances, de la modernisation du service public et du personnel, expose:

Mesdames, Messieurs,

Le secteur délimité par le boulevard de Chicago, les rues Ernest Champeaux, Amiral Pierre, Philippe Guignard et Commandant Abrioux est classé en zones NA et NAt d'urbanisation future au Plan Local d'Urbanisme (PLU) et est destiné à faire l'objet, à terme, d'une opération d'aménagement d'ensemble, à vocation d'habitat.

Sa superficie totale est d'environ 18 ha, étant précisé que la Ville est déjà propriétaire des tenements fonciers situés boulevard de Chicago, d'une superficie de 9 ha 21 a 43 ca, sur lesquels sont, notamment, implantés les anciens abattoirs.

La réalisation de la future opération d'aménagement nécessite au préalable de procéder à la maîtrise foncière des propriétés bâties et des terrains qui n'appartiennent pas à la Ville, représentant une superficie de l'ordre de 9 ha.

A cette fin, il est proposé de solliciter l'intervention de l'Etablissement Public Foncier Local (EPFL) des Collectivités de Côte d'Or pour procéder au portage foncier des biens concernés, au titre du volet thématique « Habitat, logement social et recomposition urbaine ». Il est précisé que les acquisitions interviendraient en fonction des opportunités amiables ou par exercice du droit de préemption urbain.

Conformément aux dispositions du règlement d'intervention de l'EPFL, il est rappelé que la durée du portage est de quatre ans, renouvelable par deux tranches de deux ans. La participation aux frais de portage est fixée à 2 % par an pour la durée de portage initiale et à 3 % par an pour la période de prolongation éventuelle.

Si vous suivez l'avis favorable de vos commissions de l'écologie urbaine, et des finances, de la modernisation du service public et du personnel, je vous demanderai, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir :

- 1- décider de solliciter l'intervention de l'Etablissement Public Foncier Local (EPFL) des Collectivités de Côte d'Or pour la maîtrise foncière des propriétés bâties et des terrains compris dans la zone NA « des

abattoirs » délimitée par le boulevard de Chicago, les rues Ernest Champeaux, Amiral Pierre, Philippe Guignard et Commandant Abrioux, en fonction des opportunités amiables qui se présenteront ou par exercice du droit de préemption urbain, sur délégation de celui-ci à l'EPFL, au titre du volet thématique « Habitat, logement social et recomposition urbaine » ;

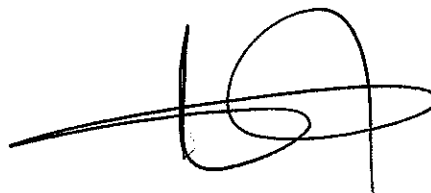
2- prendre l'engagement que la Ville respectera les dispositions du règlement d'intervention de l'EPFL, adopté le 25 février 2005 et, notamment, la durée de portage, les conditions financières et la garantie de rachat des biens ;

3- m'autoriser à signer, au nom de la Ville, les conventions opérationnelles correspondantes, qui seront établies par l'EPFL lors de l'acquisition de chaque bien, ainsi que tout acte à intervenir pour l'application de cette décision.

**RAPPORT ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ**

**PUBLIÉ LE 08/10/08**

Pour Extrait Conforme  
Le Maire,  
Pour le Maire, le Premier Adjoint,



Alain MILLOT

PRÉFECTURE DE LA CÔTE-D'OR  
Déposé le :

- 3 OCT. 2008



